



# Répondre aux besoins de développement - Atteindre les objectifs du développement durable

7e Forum africain sur les finances publiques,  
Nairobi 14-15 février 2019

Félix FERNANDEZ-SHAW  
Commission européenne, DG DEVCO  
Directeur de la coopération  
internationale et de la politique de  
développement

# Vue d'ensemble

1. *Un nouveau cadre mondial*
2. *Atteindre les Objectifs de Développement Durable au niveau national*
3. *Comment l'UE peut-elle contribuer ?*
4. *Conclusions*

# 1. Un nouveau cadre mondial

## Agenda 2030 pour le développement durable

- Rassemble les Objectifs de Développement Durable (ODD), l'Addis-Agenda Financement du Développement, l'Accord de Paris sur le Climat,
- Universel - s'applique à tous les pays - changement très important
- L'éradication de la pauvreté et les trois dimensions du développement durable (économique, social, environnemental) + paix, gouvernance, genre....



## Le Programme d'action d'Addis

- Les moyens de mise en œuvre ne concernent pas seulement l'APD
- Mobiliser tous les moyens et tous les acteurs (public/privé, national/international)
- L'accent est mis sur les bonnes politiques et les environnements favorables
- Accent mis sur l'action nationale et les ressources nationales

## ODD 17 – Moyens de mise en œuvre

- ODD 17.1 Mobilisation des ressources nationales
- ODD 17.2 Aide publique au développement
- ODD 17.3 Ressources financières supplémentaires (IDE, transferts de fonds)
- ODD 17.4 Viabilité de la dette à long terme
- ODD 17.6 : Coopération Nord-Sud, Sud-Sud, triangulaire, régionale

## 2. Atteindre les ODD au niveau national

### Importance de l'opérationnalisation au niveau national !

- *En plus du travail au niveau mondial, les pays doivent traduire les ODD dans le contexte national*
- *Décider **des priorités** du pays en matière de **développement durable** et de l'échelonnement jusqu'en 2030*
- *Intégrer les ODD dans toutes **les politiques et tous les cadres de résultats nationaux** pertinents*
- ***Établissement des coûts** et évaluation des besoins de financement pour atteindre les ODD*
- *Traduire les priorités des ODD **en des cadres de financement nationaux intégrés***
- *Assurer **la coordination** des diverses parties prenantes et sources de financement*
- *Renforcer **les données et les statistiques** pour le suivi de l'Agenda 2030*

# Les cadres de financement nationaux intégrés

- *Comme prévu dans l'Agenda d'Addis; prochain débat au Forum sur le financement du développement d'avril 2019*
- **Évaluer** l'éventail complet des différentes options de financement. Utiliser les outils existants tels que les évaluations du financement du développement des Nations Unies (**DFAE**)
- **Aligner** le financement et priorités politiques
- *Utiliser au mieux les ressources financières en fonction de leur nature*
- **Mobiliser les recettes intérieures et les investissements privés** en faveur du développement durable
- *Mener les **réformes** adéquates / s'assurer que les bonnes **politiques** sont en place pour " attirer " de nouveaux flux.*

# 3. Comment l'UE peut-elle contribuer ?

## L'UE, un acteur majeur



- **Alliance Afrique-Europe** - Porter notre partenariat pour l'investissement et l'emploi à un niveau supérieur
- L'UE et ses États membres représentent **57 %** de l'**APD** mondiale
- Les États membres de l'UE représentent **40 % du stock IDE** vers l'Afrique subsaharienne (environ 180 milliards d'euros en 2017), contre 13 % en provenance de Chine.
- L'UE = premier pourvoyeur d'**appui budgétaire** par don dans le monde avec des décaissements annuels de près de 2 milliards d'euros dans 90 pays et territoires

# Ce dont nous avons besoin

- 1. Plans nationaux de développement qui intègrent les priorités des ODD*
- 2. Les pays doivent affiner les estimations de coûts de l'évaluation du FMI pour la mise en œuvre des ODD*
- 3. Les gouvernements doivent élaborer leur Cadre National Intégré de Financement (INFF) en commençant par les ressources domestiques*
- 4. Les bailleurs traditionnels et émergents, les BMDs, le secteur privé doivent trouver leur place dans ce contexte*



# Ce que nous contribuons

## Appui budgétaire de l'UE (AB) - catalyseur pour différentes sources de financement

- AB = Utilisation efficace des systèmes nationaux. Instrument privilégié de l'APD pour l'UE lorsque les conditions le permettent (ODD 17.2).
- **4 composants** : Dialogue politique, mesure de performances (+ tranches variables), transferts budgétaires, renforcement des capacités
- L'accent est mis sur **l'appui au renforcement** des réformes :
  - mobilisation des recettes intérieures (**DRM**; ODD 17.1)
  - **Gestion** efficace et transparente **des finances publiques** et de la **dette** (ODD 16.6; 17.4)
  - dialogue sur l'amélioration de **l'environnement des entreprises** (ODD 17.3)
  - Mise en œuvre de politiques nationales ou sectorielles de développement, y compris **la prestation de services sociaux**
- Exemple : nouvel appui budgétaire sectoriel en cours d'instruction avec le Kenya - travail sur la mobilisation des ressources, l'investissement public et la gestion des dépenses

# Ce que nous contribuons

## L'approche de l'UE "Collect more – spend better"

Plan d'action : 230 millions d'euros 2014-2020

### Côté recettes : perception équitable

- Outil de diagnostic (TADAT)
- Assistance technique (AFRITAC du FMI, RMTF, MNRW)
- Lutte contre l'érosion de l'assiette fiscale internationale et le transfert des bénéfices (Appui au cadre inclusif de l'OCDE pour le BEPS)
- Lutte contre les flux financiers illicites (Forum mondial de l'OCDE sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales)
- Aspects de recettes dans les organisations régionales (programmes régionaux de la CE)
- Réseau continental (ATAF)
- Comité d'experts fiscaux de l'ONU
- Amélioration de la comparabilité des données sur les recettes (statistiques des recettes de l'OCDE)

Collect More

Sound public expenditure and accountability systems

Spend Better

### Surveillance et contrôle externe

- Mise en réseau des Cours des comptes (AFROSAI-E / CREFIAF)

### Côté dépenses : dépenser judicieusement

- PFM Diagnostics (PEFA)
- Partenariat avec le FMI pour la réforme de la GFP
- Marchés publics (MAPS)
- Gestion des investissements publics (PIMA FMI)
- Gestion de la dette (Banque mondiale/FMI DMF ; CNUCED SYGADE)
- Réforme budgétaire (CABRI) ; Comptes publics (AFROPAC)

Fair and efficient tax policy  
Effective tax administration

For  
Inclusive growth  
Poverty eradication  
Sustainable development

Efficient public investment  
Investment in human capital  
Targeted social and environmental protection and safety nets

# Lutte contre les flux financiers illicites (ODD 16.4)

- Rapport du Groupe de haut niveau de 2015 sur le FFI  
L'Afrique perd 50 milliards de dollars par an en raison des FFI

- FFI = Pas de définition officielle

Étroit : Corruption - blanchiment d'argent / financement du terrorisme - fraude fiscale

Large : Évasion fiscale (y compris mauvaise facturation commerciale, plan fiscal agressif, abus de prix de transfert)

- Sommet Union africaine - Union européenne à Abidjan, Déclaration conjointe, novembre 2017 :

*Promouvoir la coopération internationale conformément aux normes internationales en vigueur afin de favoriser le développement durable à la lumière du thème de l'UA de 2018 " Gagner la lutte contre la corruption " : Une voie durable pour la transformation de l'Afrique".*

- Comment lutter?

=> Renforcer la transparence

=> Action concertée

=> Large application des normes internationales

=> Échange d'informations

=> Action contre l'érosion de la base et le transfert des bénéfices

=> Enquêtes criminelles



# Mobiliser des fonds supplémentaires – Le plan d'investissement extérieur de l'UE (PIE)



- **Approche fondée sur trois piliers** - i) financement ; ii) assistance technique ; iii) climat d'investissement
- Soutenir l'investissement public et privé par **mixage (blending)** de subventions et de prêts : 51 projets en ASS mobilisant 9,9 milliards d'euros d'investissements
- Développement du secteur privé par le biais de **garanties (ODD 17.3)** : 1,54 milliard d'euros dont 2/3 en Afrique subsaharienne. Intention d'augmenter le montant global de la garantie du budget de l'UE à 60 milliards d'euros en 2021-2027
- **Exemples de garanties** du portefeuille de l'UE :
  - „FISEA+“: Garantie des investissements des PME et de l'agro-industrie (Afd, 35 millions d'euros)
  - Garantie européenne en faveur des énergies renouvelables (Afd, KfW, CDP, BEI) : 168,5 millions d'euros ;

# 4. Conclusions

- *L'appropriation nationale de l'agenda des ODD est essentielle !*
- *Rôle important de leadership du Ministère des Finances*
- *Déterminer les priorités politiques et travailler à l'estimation des coûts*
- *Renforcer la mobilisation des recettes intérieures*
- *Améliorer l'environnement de l'investissement, le cadre réglementaire, lutter contre la corruption pour attirer les fonds privés*
- *Les donateurs ont besoin de la vision et de l'orientation des pays partenaires*
- *Utiliser l'APD de façon stratégique - c'est une ressource précieuse !*